

## **Réception officielle de la Délégation Démocrate Activiste par la "Central Commission der Gewerbschaften Deutschlands" et la "Partei Vorstand"**

Séance du 30 juin 1918. - Berlin.

(Extrait.)

Président : Dr EBERT.

Membres : LEGIEN, BAUER, SCHEIDEMANN, SASSENBACH, SCHUBERT, SCHMIDT, MOLKEBOUR, MULLER, JANSSON, WELCKER, SCHOPFLIN, LENSCH et une dizaine de mandataires.

EBERT souhaite la bienvenue aux camarades flamands et donne la parole à Ed. JORIS. Celui-ci fait l'historique détaillé du groupe minoritaire du Parti Ouvrier Belge qui a été formé après la conférence de Stockholm. Le Socialisme officiel a considéré la réunion de Stockholm comme une manœuvre allemande.

Nous avons demandé l'autorisation à l'occupant d'organiser une réunion générale. Ceci nous a été accordé et nous avons rassemblé environ 400 membres. Il faut noter qu'en temps normal une réunion générale du parti ne compte guère plus de 2 à 300 membres. Cette réunion générale décida la participation à la conférence de Stockholm: Ed. JORIS fut désigné pour Anvers, PRIMO pour Gand. Les groupements de Bruxelles, Louvain, Tirlemont, Malines et Turnhout devront, faute de fonds, renoncer à une délégation.

JORIS déclare que le groupe minoritaire ne veut pas abandonner le parti socialiste. Il veut être exclusivement un groupe d'opposition dans le but d'appuyer le mouvement de Stockholm et de faire admettre la question flamande en Belgique, comme problème international lors des pourparlers de la paix, se basant sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes; la question flamande doit être tranchée dans le sens de l'autonomie culturelle, politique et économique pour la Flandre et la Wallonie, réunies en un Etat fédéral.

Pendant les entretiens de Stockholm, cette manière de voir a été partagée aussi par C. HUYSMANS.

JORIS fait le procès du régime belge : le gouvernement a poursuivi la francisation de la Flandre — sans contrainte il est vrai —; il n'a pas donné à la population flamande la formation technique agricole qu'elle devrait avoir, le flamand n'est pas employé à l'armée. Il soutient que la révolution de 1830 est due à des influences étrangères.

Les mines de la Campine ont été livrées aux capitalistes wallons et français.

« La conséquence en sera que le port d'Anvers passera sous l'influence exclusivement française, ce qui sera un désastre pour l'industrie allemande. Or, le port d'Anvers n'est pas viable sans l'appui de l'Allemagne ».

Les forces intellectuelles de la Flandre ont été négligées au profit des Wallons.

EBERT promet son concours.

JORIS souligne que le mouvement organisé en Belgique et en Hollande par tous les Flamands est adversaire du mouvement de « Jong Vlaanderen » qui est trop influencé par les pangermanistes.

Il rencontre peu de succès auprès du peuple flamand et est suspect en Belgique autant qu'à l'étranger. Pour éviter tout malentendu, JORIS revient sur les paroles d'EBERT et désire savoir s'il a bien saisi ces paroles en matière de garanties économiques. EBERT répète : La position la plus avancée que nous puissions prendre actuellement est celle-ci : **Autonomie culturelle pour la Flandre ; la prochaine conférence de la paix devra prendre des mesures pour que l'oppression économique de la Flandre cesse dans la Belgique future.**



Documents pour servir à l'Histoire de la Guerre en Belgique

---

**LES ARCHIVES**  
DU  
**CONSEIL DE FLANDRE**  
(RAAD VAN VLAANDEREN)

PUBLIÉES PAR LA  
**LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE**



BRUXELLES  
ANC. ÉTABL. D'IMPR. TH. DEWARICHET  
RUE DU BOIS-SAUVAGE, 16